

DEMANDE D'OUVERTURE DE COMPTE BANCAIRE ET/OU DE LIVRET D'EPARGNE

Vous avez sollicité la Caisse de Crédit municipal de Toulon pour une demande d'ouverture de compte bancaire et/ou de livret d'épargne et nous vous remercions de votre intérêt.

Afin de vous faire connaître la suite réservée à votre demande, il nous est indispensable d'obtenir la communication d'un certain nombre de documents et d'informations.

De même, pour que votre demande puisse être traitée, la réglementation française et européenne nous fait obligation de recueillir votre accord quant à la collecte et au traitement de vos données personnelles. Vous trouverez un formulaire à nous retourner signé accompagné des pièces justificatives ci-après :

Compte de dépôt à vue pour particulier

- Pièce d'identité en cours de validité (CNI ou passeport).
- Justificatif de domicile^(*) : facture de – de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de – d'1 an.

Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.

Si vous souhaitez des moyens de paiement :

- Dernier bulletin de salaire ou de pension(s) ou justificatif d'indemnités ou d'allocations.
- Dernier avis d'imposition sur les revenus.

Compte de dépôt à vue pour entrepreneur individuel ou profession libérale

- Pièce d'identité en cours de validité (CNI ou passeport).
- Justificatif de domicile : facture de – de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de – d'1 an.
- Attestation d'inscription à l'ordre (avocats...) de moins de 2 mois ou extrait Kbis ou répertoire des métiers de moins de 2 mois.
- Le dernier bilan.
- Le dernier avis d'imposition.

Compte de dépôt à vue pour association soumise à la Loi de 1901

- Les statuts à jour, datés et signés.
 - Extrait de l'avis de publication dans le JO des associations.
 - PV de l'assemblée générale précisant les personnes désignées pour gérer le livret.
 - Pièces d'identité des personnes habilitées à gérer le compte, en cours de validité (CNI ou passeport).
 - Justificatif de domicile^(*) des personnes habilités à gérer le compte: facture de – de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de – d'1 an.
- Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.
- Justificatif du siège social de l'association de moins de 3 mois.

Compte de dépôt à vue pour syndicat de copropriétaires

- Le contrat de syndic.
 - Pièces d'identité des conseillers syndicaux qui auront accès au compte.
 - Justificatif de domicile^(*) des conseillers syndicaux: facture de – de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de – d'1 an.
- Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.
- PV de l'Assemblée Générale le nommant syndic de copropriété.
 - PV de l'Assemblée Générale l'autorisant à ouvrir un compte au nom du syndicat des copropriétaires.
 - Syndic personne morale:** fournir en plus les mêmes documents que pour les "Personnes morales à vocation commerciale" (voir page suivante).

Compte de dépôt à vue pour société civile ou commerciale (SCI, SA, SARL, SCP, EURL, SAS, ...)

- Statuts de la société avec nom des dirigeants et bénéficiaires effectifs.
- Extrait kbis (- de 2 mois) spécifiant le n° de SIREN et code NAF.
- Pièces d'identité en cours de validité pour les personnes signataires sur le compte.
- Documents comptables.
- Copie attestation de dépôt du capital social.
- Justificatif de domicile^(*) du gérant : facture de - de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de - d'1 an.
Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.

Livret A, compte sur livret ou livret jeune pour particulier

- Pièce d'identité en cours de validité (CNI ou passeport).
- Justificatif de domicile^(*) : facture de - de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de - d'1 an.
Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.

Livret A pour association soumise à la Loi de 1901

- Les statuts à jour, datés et signés.
- Extrait de l'avis de publication dans le JO des associations.
- PV de l'assemblée générale précisant les personnes désignées pour gérer le livret.
- Pièces d'identité des personnes habilitées à gérer le livret, en cours de validité.
- Justificatif de domicile^(*) des personnes habilités à gérer le livret: facture de - de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de - d'1 an.
Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.
- Justificatif du siège social de l'association de moins de 3 mois.

Livret A pour syndicat de copropriétaires

- Le contrat de syndic.
- Pièces d'identité des conseillers syndicaux qui auront accès au compte.
- Justificatif de domicile^(*) des conseillers syndicaux: facture de - de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de - d'1 an.
Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.
- PV de l'Assemblée Générale le nommant syndic de copropriété.
- PV de l'Assemblée Générale l'autorisant à ouvrir un livret au nom du syndicat des copropriétaires.
- Si copropriété de + de 100 lots et que le client souhaite bénéficier du plafond du livret à 100.000€: dernière fiche synthétique de copropriété.

Syndic personne morale: fournir en plus les documents suivants:

- Statuts de la société avec nom des dirigeants et bénéficiaires effectifs.
- Extrait kbis (- de 2 mois) spécifiant le n° de SIREN et code NAF.
- Copie attestation de dépôt du capital social.

Livret A pour organisme HLM

Sociétés d'HLM :

- Dernier statuts à jour.
- Extrait Kbis (- de 2 mois).
- Pièces d'identité des personnes signataires, en cours de validité.
- Justificatif de domicile^(*) des personnes signataires: facture de - de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de - d'1 an.

Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.

Offices publics :

- Extrait répertoire SIRENE.
- Délibération désignant le représentant légal.
- Pièces d'identité des personnes signataires, en cours de validité.
- Justificatif de domicile^(*) des personnes signataires: facture de - de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de - d'1 an.

Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.

Livret de développement durable et solidaire (LDDS) pour particulier

- Pièce d'identité en cours de validité (CNI ou passeport).
- Justificatif de domicile^(*): facture de - de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de - d'1 an.

Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.

- Dernier avis d'imposition sur les revenus.

Livret d'épargne populaire (LEP) pour particulier

- Pièce d'identité en cours de validité (CNI ou passeport).
- Justificatif de domicile^(*) : facture de - de 3 mois (EDF, eau, téléphone fixe ou mobile) ou échéancier de - d'1 an.

Hébergés : attestation d'hébergement de moins de 3 mois, justificatif de domicile^(*) de l'hébergeur et pièce d'identité de l'hébergeur en cours de validité.

- Avis d'imposition sur les revenus de l'année N-1 ou N-2.

Autres pièces à fournir (en cas de tutelle, ...):

CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL DE TOULON (SIRET 268 300 803 00221 – ORIAS 09 052 112)

SIEGE SOCIAL : 63 Rue Victor Clappier - 83 000 TOULON

AGENCES : **Ajaccio** : 7 Boulevard du Roi Jérôme - BP 232 - 04.95.21.51.64

Bastia : 12 Boulevard Paoli - 04.95.31.38.54

Toulon : 8 Place Louis Blanc - 04.94.03.57.03

Ollioules : 1242 Avenue Jean Monnet - 04.94.06.06.55

La Garde : Zone Commerciale Grand Var - Avenue Condorcet - 04.94.21.50.77

Puget : Espace Vernèdes n°6 - Chemin des Vernèdes - 04.94.45.66.88

Prêt sur gage : 83, Bd Georges Clémenceau - 04.94.18.96.17

IMPORTANT - TRAITEMENT DE VOS DONNEES PERSONNELLES

Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27.04.2016 (UE)

Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée



Veuillez lire attentivement ce qui suit avant de vous déterminer et pensez à joindre impérativement ce document avec les pièces justificatives demandées sans quoi votre demande ne pourra être étudiée.

A - Traitement à des fins de prospection commerciale

La collecte des données personnelles dans le cadre des activités commerciales de la Caisse de Crédit municipal de Toulon (CCMT) ne conditionne pas la conclusion du contrat. Tout refus de votre part n'entrainera pas, de ce seul fait, un refus d'ouverture de compte.

B- Traitement en vertu d'une obligation légale

Outre la nécessaire appréciation de votre situation afin de nous déterminer quant à la suite à donner à votre demande, la CCMT vous informe que le traitement de vos données personnelles est également motivé par le respect d'une obligation légale liée à la nécessaire connaissance que les établissements de crédit doivent avoir de leur client notamment au regard de ses obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la fraude fiscale (Code monétaire et financier, Livre V Titre VI). D'une manière générale, le traitement de vos données personnelles aux stades précontractuel et contractuel répond aux obligations légales en matière de crédit, d'ouverture de comptes bancaires, de souscriptions de produits de placement ou d'octroi de moyens de paiements, et d'échanges automatiques d'informations dans le domaine fiscal (Code monétaire et financier, Livre II et III, titre I ; code de la consommation, Livre III, titre I ; article 1649 AC du code général des impôts). Dans ce cadre obligatoire, la collecte de vos données conditionne la conclusion du contrat dans le sens où la CCMT refusera l'ouverture d'un compte à défaut de communication et de possibilité de traitement des données concernées.

C- Traitement dans le cadre de l'exécution du contrat d'ouverture de compte ou à l'occasion d'un contrat accessoire à la convention de compte

Si vous souscrivez un contrat accessoire (par exemple l'assurance sur découvert en cas de décès) vos données personnelles pourront être communiquées à l'assureur notamment dans le cadre de l'étude préalable de votre situation par ce dernier ou, en cas d'acceptation, en cas de réalisation du risque. En cas de procédure extra-judiciaire ou judiciaire, les données utiles pourront également être communiquées à l'administration (notamment les tribunaux) ou aux auxiliaires de justice dans le cadre d'un litige ou de l'exécution d'une décision de justice (avocats, notaires et commissaires de justice par exemple). Plus généralement, ces données pourront également être utilisées dans le cadre de l'exécution du contrat, notamment pour prendre contact avec vous et permettre la gestion et le fonctionnement courant de votre compte. En l'absence de relation contractuelle formalisée (par exemple : refus d'ouverture de compte) les données collectées seront conservées à des fins de traçabilité et de vérifications notamment dans l'hypothèse où une nouvelle demande serait ultérieurement formulée par vos soins.

D – Traitement dans le cadre de la lutte contre la fraude

Vos données personnelles pourront être traitées par la Caisse de Crédit municipal de Toulon dans le cadre de la lutte contre la fraude et les tentatives de fraudes, via la tenue d'un registre des fraudes avérées et tentatives de fraudes, notamment en cas fourniture de documents falsifiés, de fausses déclarations ou déclarations volontairement incomplètes.

E – Vos droits en matière de traitement de vos données personnelles

Dans tous les cas la CCMT ne collectera et ne traitera que les données nécessaires aux finalités ci-dessus. La CCMT ne commercialisera, ne communiquera et ne cédera pas vos données hormis le cas de cession du présent contrat. L'exploitation des données ne donnera pas lieu à des opérations de prise de décision automatisée y compris par profilage.

La CCMT vous informe également sur les points suivants :

Interlocuteurs et responsables

- Le responsable du traitement de vos données personnelles est : la Caisse de Crédit Municipal de Toulon dont le représentant légal est Michael LILI, Directeur Général. Il est joignable par courrier à l'adresse suivante : 63 Rue Victor Clappier 83000 TOULON ou par courriel à l'adresse suivante : responsable.traitemet@credit-municipal-toulon.fr
- Le délégué à la protection de vos données personnelles est : Marina STROHL. Elle est joignable par courrier à l'adresse suivante : 63 Rue Victor Clappier 83000 TOULON ou par courriel à l'adresse suivante : dpo@credit-municipal-toulon.fr

Personnes pouvant avoir accès aux données

- Dans le strict respect des motifs de traitement énumérés ci-dessus, les personnes qui pourront avoir accès à vos données personnelles sont les préposés de la CCMT dans le cadre de leur mission, fonction, et sous contrôle du responsable du traitement et du délégué à la protection des données, chacun selon son rôle.
- Le Groupement d'intérêt économique (GIE) CM SERVICES, en sa qualité de sous-traitant de la CCMT (221 rue DUGUESCLIN 69003 LYON- RCS LYON 538 491 085), responsable de la gestion du logiciel informatique pour la CCMT.
- SWISS LIFE ASSURANCE ET PATRIMOINE, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 341 785 632 et dont le siège social sis 7 rue Belgrand 92 300 LEVALLOIS-PERRET.
- Les prestataires de services de la CCMT, IAGONA LIBRE SERVICE, SAS immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 344 076 971, dont le siège social sis 229 Bureaux de la Colline, 1 Rue Royale, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX, dans le cadre des remises de chèques, et QUADIENT, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 402 103 907, dont le siège social sis 42-46 Avenue Aristide Briand 92 220 BAGNEUX, dans le cadre de l'envoi de courriers.
- Les autorités, institutions, administrations, juridictions et organismes bancaires, financiers, fiscaux et judiciaires, par exemple la Caisse des dépôts et consignations, le Fonds de garantie des dépôts et de résolution, TRACFIN.
- Le médiateur de la CCMT, actuellement le Médiateur de la consommation membre de la SAS de Médiation Professionnelle immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro SIREN 814 385 357 et dont le siège social sis 2 Rue Marc Sangnier - 33130 BEGLES (adresse de correspondance : Alteritae - 5 Rue Salvaing - 12000 RODEZ), dans le cas où vous effectueriez une demande de règlement amiable d'un litige vous opposant à la CCMT.

- Les commissaires aux comptes, actuellement EXPERTEA AUDIT, SAS immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro SIREN 504 875 931 et dont le siège social sis 60 Boulevard Jean Labro 13016 MARSEILLE, dans le strict cadre de l'exercice de leur mission de contrôle.
- Les auditeurs externes, EY et Associés, SAS immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 817 723 687 et dont le siège social sis 1-2 Place des Saisons 92400 COURBEVOIE, dans le strict cadre de l'exercice de leur mission de contrôle.
- MAILEVA, SASU immatriculée au RCS de CRETTEUIL sous le numéro SIREN 424 335 693, dont le siège social sis 45-47 Boulevard Paul Vaillant Couturier 94 200 IVRY-SUR-SEINE, dans le cadre de la signature électronique des contrats.
- Les caisses de Crédit Municipal adhérentes au GIE CM SERVICES, pour l'accès au registre des fraudes.

Tous les préposés de la CCMT sont soumis au secret professionnel dont le non-respect est sanctionné pénalement.

Nature des données collectées

Il peut s'agir de données courantes (par exemple : nom, prénom, email, ...) ou de données pouvant être considérées comme sensibles (par exemple : documents d'identité, données bancaires). Les données collectées sont celles figurant dans les divers documents précontractuels que vous communiquerez (par exemple : situation professionnelle, revenus, établissement teneur de compte). Ces données pourront le cas échéant être reportées dans la documentation contractuelle et le système informatique du prêteur (par exemple : nom, prénom, date et lieu de naissance, situation matrimoniale, familiale, professionnelle, identité bancaire).

Durée de conservation

- Les données collectées seront conservées pendant une durée de cinq années après la fin de la relation contractuelle.
- En l'absence de conclusion du contrat (par exemple : refus d'ouverture de compte) les données collectées seront conservées pendant une durée de six mois (à compter de la décision de refus), et vos coordonnées pendant trois ans à compter du dernier contact avec vous, dans le cas où vous accepteriez leur utilisation à des fins de prospection commerciale.
- Les données relatives à la fraude avérée ou tentative et à l'identité du fraudeur seront conservées cinq ans et jusqu'au terme de la procédure judiciaire, le cas échéant.

Droits fondamentaux

- Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données personnelles.
- Sous réserve des traitements imposés par une obligation légale, vous disposez d'un droit à la limitation du traitement de vos données personnelles et d'un droit à l'effacement de vos données personnelles, dans les cas prévus par la réglementation.
- Vous bénéficiez du droit à la portabilité de vos données (elles peuvent être transmises à votre demande dans les conditions que vous pourrez fixer).
- Sous réserve des traitements imposés par une obligation légale, vous pouvez retirer votre consentement à tout moment. Le retrait de votre consentement ne compromet pas la légité du traitement fondé sur le consentement effectué avant ce retrait. Lorsque vos données personnelles sont traitées à des fins de prospection commerciale, y compris par profilage, vous disposez d'un droit d'opposition à tout moment au traitement de ces données à de telles fins.

Pour exercer ces droits vous pouvez, soit adresser un courrier à l'attention du responsable du traitement, à la CCMT 63 Rue Victor Clappier 83000 TOULON ou adresser un courriel à l'adresse : responsable.traitemt@credit-municipal-toulon.fr. Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3, Place de Fontenoy TSA 80715 - 75 334 PARIS CEDEX 07 - Tél. 01 53 73 22 22 - Fax 01 53 73 22 00 - www.cnil.fr

Vous pouvez retrouver le détail des conditions et des modalités d'exercice de vos droits sur la Charte de protection des données personnelles consultable sur notre site internet www.credit-municipal-toulon.fr.

Je soussigné(e) :

- reconnaît et accepte, en signant dans la case ci-après, que mes données personnelles soient utilisées pour les finalités mentionnées dans le présent document, autres que la prospection commerciale, notamment **en vertu d'obligations légale et d'intérêts légitimes** (§ B, C et D) (***obligatoire pour conclure le contrat***) :

- accepte, en signant dans une ou plusieurs des cases ci-dessous, que mes données personnelles soient utilisées **à des fins de prospection commerciale** (§ A) via le ou les canaux suivants (***facultatif***):

par téléphone :

par sms :

par courrier :

par email :

Fait à , le / /

IMPORTANT - TRAITEMENT DE VOS DONNEES PERSONNELLES

Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27.04.2016 (UE)

Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée



Veuillez lire attentivement ce qui suit avant de vous déterminer et pensez à joindre impérativement ce document avec les pièces justificatives demandées sans quoi votre demande ne pourra être étudiée.

A - Traitement à des fins de prospection commerciale

La collecte des données personnelles dans le cadre des activités commerciales de la Caisse de Crédit municipal de Toulon (CCMT) ne conditionne pas la conclusion du contrat. Tout refus de votre part n'entrainera pas, de ce seul fait, un refus d'ouverture de compte.

B- Traitement en vertu d'une obligation légale

Outre la nécessaire appréciation de votre situation afin de nous déterminer quant à la suite à donner à votre demande, la CCMT vous informe que le traitement de vos données personnelles est également motivé par le respect d'une obligation légale liée à la nécessaire connaissance que les établissements de crédit doivent avoir de leur client notamment au regard de ses obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la fraude fiscale (Code monétaire et financier, Livre V Titre VI). D'une manière générale, le traitement de vos données personnelles aux stades précontractuel et contractuel répond aux obligations légales en matière de crédit, d'ouverture de comptes bancaires, de souscriptions de produits de placement ou d'octroi de moyens de paiements, et d'échanges automatiques d'informations dans le domaine fiscal (Code monétaire et financier, Livre II et III, titre I ; code de la consommation, Livre III, titre I ; article 1649 AC du code général des impôts). Dans ce cadre obligatoire, la collecte de vos données conditionne la conclusion du contrat dans le sens où la CCMT refusera l'ouverture d'un compte à défaut de communication et de possibilité de traitement des données concernées.

C- Traitement dans le cadre de l'exécution du contrat d'ouverture de compte ou à l'occasion d'un contrat accessoire à la convention de compte

Si vous souscrivez un contrat accessoire (par exemple l'assurance sur découvert en cas de décès) vos données personnelles pourront être communiquées à l'assureur notamment dans le cadre de l'étude préalable de votre situation par ce dernier ou, en cas d'acceptation, en cas de réalisation du risque. En cas de procédure extra-judiciaire ou judiciaire, les données utiles pourront également être communiquées à l'administration (notamment les tribunaux) ou aux auxiliaires de justice dans le cadre d'un litige ou de l'exécution d'une décision de justice (avocats, notaires et commissaires de justice par exemple). Plus généralement, ces données pourront également être utilisées dans le cadre de l'exécution du contrat, notamment pour prendre contact avec vous et permettre la gestion et le fonctionnement courant de votre compte. En l'absence de relation contractuelle formalisée (par exemple : refus d'ouverture de compte) les données collectées seront conservées à des fins de traçabilité et de vérifications notamment dans l'hypothèse où une nouvelle demande serait ultérieurement formulée par vos soins.

D – Traitement dans le cadre de la lutte contre la fraude

Vos données personnelles pourront être traitées par la Caisse de Crédit municipal de Toulon dans le cadre de la lutte contre la fraude et les tentatives de fraudes, via la tenue d'un registre des fraudes avérées et tentatives de fraudes, notamment en cas fourniture de documents falsifiés, de fausses déclarations ou déclarations volontairement incomplètes.

E – Vos droits en matière de traitement de vos données personnelles

Dans tous les cas la CCMT ne collectera et ne traitera que les données nécessaires aux finalités ci-dessus. La CCMT ne commercialisera, ne communiquera et ne cédera pas vos données hormis le cas de cession du présent contrat. L'exploitation des données ne donnera pas lieu à des opérations de prise de décision automatisée y compris par profilage.

La CCMT vous informe également sur les points suivants :

Interlocuteurs et responsables

- Le responsable du traitement de vos données personnelles est : la Caisse de Crédit Municipal de Toulon dont le représentant légal est Michael LILI, Directeur Général. Il est joignable par courrier à l'adresse suivante : 63 Rue Victor Clappier 83000 TOULON ou par courriel à l'adresse suivante : responsable.traitemet@credit-municipal-toulon.fr
- Le délégué à la protection de vos données personnelles est : Marina STROHL. Elle est joignable par courrier à l'adresse suivante : 63 Rue Victor Clappier 83000 TOULON ou par courriel à l'adresse suivante : dpo@credit-municipal-toulon.fr

Personnes pouvant avoir accès aux données

- Dans le strict respect des motifs de traitement énumérés ci-dessus, les personnes qui pourront avoir accès à vos données personnelles sont les préposés de la CCMT dans le cadre de leur mission, fonction, et sous contrôle du responsable du traitement et du délégué à la protection des données, chacun selon son rôle.
- Le Groupement d'intérêt économique (GIE) CM SERVICES, en sa qualité de sous-traitant de la CCMT (221 rue DUGUESCLIN 69003 LYON- RCS LYON 538 491 085), responsable de la gestion du logiciel informatique pour la CCMT.
- SWISS LIFE ASSURANCE ET PATRIMOINE, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 341 785 632 et dont le siège social sis 7 rue Belgrand 92 300 LEVALLOIS-PERRET.
- Les prestataires de services de la CCMT, IAGONA LIBRE SERVICE, SAS immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 344 076 971, dont le siège social sis 229 Bureaux de la Colline, 1 Rue Royale, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX, dans le cadre des remises de chèques, et QUADIENT, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 402 103 907, dont le siège social sis 42-46 Avenue Aristide Briand 92 220 BAGNEUX, dans le cadre de l'envoi de courriers.
- Les autorités, institutions, administrations, juridictions et organismes bancaires, financiers, fiscaux et judiciaires, par exemple la Caisse des dépôts et consignations, le Fonds de garantie des dépôts et de résolution, TRACFIN.
- Le médiateur de la CCMT, actuellement le Médiateur de la consommation membre de la SAS de Médiation Professionnelle immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro SIREN 814 385 357 et dont le siège social sis 2 Rue Marc Sangnier - 33130 BEGLES (adresse de correspondance : Alteritae - 5 Rue Salvaing - 12000 RODEZ), dans le cas où vous effectueriez une demande de règlement amiable d'un litige vous opposant à la CCMT.

- Les commissaires aux comptes, actuellement EXPERTEA AUDIT, SAS immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro SIREN 504 875 931 et dont le siège social sis 60 Boulevard Jean Labro 13016 MARSEILLE, dans le strict cadre de l'exercice de leur mission de contrôle.
- Les auditeurs externes, EY et Associés, SAS immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro SIREN 817 723 687 et dont le siège social sis 1-2 Place des Saisons 92400 COURBEVOIE, dans le strict cadre de l'exercice de leur mission de contrôle.
- MAILEVA, SASU immatriculée au RCS de CRETTEIL sous le numéro SIREN 424 335 693, dont le siège social sis 45-47 Boulevard Paul Vaillant Couturier 94 200 IVRY-SUR-SEINE, dans le cadre de la signature électronique des contrats.
- Les caisses de Crédit Municipal adhérentes au GIE CM SERVICES, pour l'accès au registre des fraudes.

Tous les préposés de la CCMT sont soumis au secret professionnel dont le non-respect est sanctionné pénalement.

Nature des données collectées

Il peut s'agir de données courantes (par exemple : nom, prénom, email, ...) ou de données pouvant être considérées comme sensibles (par exemple : documents d'identité, données bancaires). Les données collectées sont celles figurant dans les divers documents précontractuels que vous communiquerez (par exemple : situation professionnelle, revenus, établissement teneur de compte). Ces données pourront le cas échéant être reportées dans la documentation contractuelle et le système informatique du prêteur (par exemple : nom, prénom, date et lieu de naissance, situation matrimoniale, familiale, professionnelle, identité bancaire).

Durée de conservation

- Les données collectées seront conservées pendant une durée de cinq années après la fin de la relation contractuelle.
- En l'absence de conclusion du contrat (par exemple : refus d'ouverture de compte) les données collectées seront conservées pendant une durée de six mois (à compter de la décision de refus), et vos coordonnées pendant trois ans à compter du dernier contact avec vous, dans le cas où vous accepteriez leur utilisation à des fins de prospection commerciale.
- Les données relatives à la fraude avérée ou tentative et à l'identité du fraudeur seront conservées cinq ans et jusqu'au terme de la procédure judiciaire, le cas échéant.

Droits fondamentaux

- Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données personnelles.
- Sous réserve des traitements imposés par une obligation légale, vous disposez d'un droit à la limitation du traitement de vos données personnelles et d'un droit à l'effacement de vos données personnelles, dans les cas prévus par la réglementation.
- Vous bénéficiez du droit à la portabilité de vos données (elles peuvent être transmises à votre demande dans les conditions que vous pourrez fixer).
- Sous réserve des traitements imposés par une obligation légale, vous pouvez retirer votre consentement à tout moment. Le retrait de votre consentement ne compromet pas la légité du traitement fondé sur le consentement effectué avant ce retrait. Lorsque vos données personnelles sont traitées à des fins de prospection commerciale, y compris par profilage, vous disposez d'un droit d'opposition à tout moment au traitement de ces données à de telles fins.

Pour exercer ces droits vous pouvez, soit adresser un courrier à l'attention du responsable du traitement, à la CCMT 63 Rue Victor Clappier 83000 TOULON ou adresser un courriel à l'adresse : responsable.traitemet@credit-municipal-toulon.fr. Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3, Place de Fontenoy TSA 80715 - 75 334 PARIS CEDEX 07 - Tél. 01 53 73 22 22 - Fax 01 53 73 22 00 - www.cnil.fr

Vous pouvez retrouver le détail des conditions et des modalités d'exercice de vos droits sur la Charte de protection des données personnelles consultable sur notre site internet www.credit-municipal-toulon.fr.

Je soussigné(e) :

- reconnaît et accepte, en signant dans la case ci-après, que mes données personnelles soient utilisées pour les finalités mentionnées dans le présent document, autres que la prospection commerciale, notamment **en vertu d'obligations légales et d'intérêts légitimes** (§ B, C et D) (**obligatoire pour conclure le contrat**) :

- accepte, en signant dans une ou plusieurs des cases ci-dessous, que mes données personnelles soient utilisées **à des fins de prospection commerciale** (§ A) via le ou les canaux suivants (**facultatif**):

par téléphone :

par sms :

par courrier :

par email :

Fait à , le / /